



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
3 juin 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 28 mai 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 7 mars 2002 (S/2002/271).

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint de la Grenade, présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



**Annexe**

**Lettre datée du 20 mai 2002, adressée au Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent  
de la Grenade auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les réponses du Gouvernement grenadien au questionnaire du Comité contre le terrorisme pour le rapport de la Grenade sur la lutte antiterroriste aux fins de l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001 (voir pièce jointe).

L' Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Lamuel **Stanislaus**

## Pièce jointe

### **Rapport de la Grenade sur la lutte antiterroriste aux fins de l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001**

On trouvera ci-après les réponses du Gouvernement grenadien aux questions soulevées dans la résolution 1373 (2001).

## **Paragraphe 1**

### **Alinéa c) :**

Un ordre de gel (qui a le même objet et le même effet qu'une ordonnance sur requête) peut être obtenu dans une instance civile en vertu des règles de procédure civile (2000) mais ce moyen ne vaut que pour les procédures engagées sur le territoire de la Grenade. À cet égard, la règle pertinente offre une grande souplesse en stipulant que :

« La Cour peut ordonner des mesures provisoires, qu'elle ait été ou non saisie d'une demande de réparation de même nature devant faire l'objet d'une décision définitive. »

L'exécution réciproque d'une décision judiciaire est le moyen prévu par la loi pour geler des avoirs. Pour cela, il y a une condition juridique préalable, à savoir l'existence d'une législation qui facilite la mise en application des décisions dans les deux pays concernés. Il existe à la Grenade une législation de ce type qui a trait à l'exécution réciproque des jugements prononcés à la Grenade et en Grande-Bretagne [*Foreign Judgments (Reciprocal Enforcement) Act* (chap. 113)].

En vertu de la procédure locale, lorsqu'il s'agit d'avoirs domiciliés à la Grenade, la décision peut être appliquée sans que le défendeur en soit avisé (unilatéralement). En revanche, dans le cas d'une exécution réciproque d'un jugement prononcé en Grande-Bretagne, qu'il comporte ou non un ordre de gel, la décision doit être signifiée au défendeur.

Hormis l'ordre de gel, la Grenade ne possède aucune législation ou règle de droit qui autorise le gel d'avoirs en l'absence d'une procédure judiciaire.

### **Alinéa d) :**

Cet alinéa a trait, entre autres, à la commission d'« actes de terrorisme ». Ce terme ne figure pas dans les lois grenadiennes. Toutefois, le Code pénal prévoit une infraction générale, « l'association de malfaiteurs », formée par plusieurs personnes qui décident d'agir ensemble avec l'intention commune de commettre un crime ou d'aider à commettre un crime, avec ou sans concertation préalable ou préméditation. Par ailleurs, la notion d'association s'applique également à une entente passée avec une autre personne qui ne relève pas de la même juridiction en vue de la commission ou d'une complicité dans la commission d'un crime quelconque par les deux personnes, par l'une d'entre elles ou par toute autre personne, à l'intérieur ou au-delà de la juridiction considérée.

Il s'ensuit que des individus qui se trouvent à la Grenade ou ailleurs peuvent être inculpés pour divers types d'infractions, telles que des atteintes aux personnes (pour meurtre, par exemple) ou des délits contre les biens (incendie volontaire, par exemple), et des personnes qui relèvent d'une autre juridiction peuvent être inculpées pour complicité dans la commission de ces infractions.

## **Paragraphe 2**

### **Alinéa a) :**

La possession et l'usage d'armes à feu sont réglementés de manière détaillée par la loi relative aux armes à feu (chap. 105); il en résulte que tout acte illégal de possession ou de fourniture d'une arme à feu est une infraction en vertu de cette loi.

### **Alinéa b) :**

Selon un usage bien établi, la Police royale de la Grenade échange régulièrement des informations avec d'autres services de police ou de répression tant au niveau régional qu'au niveau international. Dans ce dernier cas, il s'agit notamment du FBI, de Scotland Yard et d'Interpol.

On prend les mesures suivantes sur les plans interne et externe pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis :

a) On échange des informations sur le plan interne par le biais de réunions interorganisations et sur le plan externe par l'intermédiaire du quartier général interarmées (National Joint Headquarters), du Conseil d'application des règlements douaniers des Caraïbes, des attachés juridiques régionaux des États-Unis et du Canada, d'Interpol, de la Drug Enforcement Agency, du Système de sécurité régionale et d'organismes de lutte contre le blanchiment d'argent. On notera toutefois que le système d'échange d'informations avec les institutions extérieures souffre parfois d'un manque de réciprocité;

b) Coopération interorganisations. En matière de lutte contre la criminalité, les responsabilités sont confiées au Préfet de police pour les questions relatives à la sécurité (nationale et territoriale), au contrôle des stupéfiants, au suivi des opérations financières et au contrôle de l'immigration, et au Contrôleur des douanes pour les questions qui relèvent de sa compétence;

c) Chaque membre de la police est habilité à agir comme un douanier. La liaison entre les douanes et la police est assurée par l'intermédiaire d'un service (Special Branch) qui se réunit régulièrement pour échanger des informations et planifier des opérations. Les autres services, qui sont placés directement sous la tutelle du Préfet de police – service de l'immigration, sapeurs-pompiers, gardes-côtes, Special Service Unit (SSU), Criminal Investigation Department (CID), Special Branch, Financial Investigative Unit (FIU) et la Brigade des stupéfiants – se réunissent une fois par semaine, ou plus souvent si les circonstances le justifient, pour partager des informations et planifier des opérations communes;

d) Outre cette coordination, l'Administration portuaire (Port Authority) a établi une liaison avec la police par l'intermédiaire de policiers stationnés dans le port principal de Saint-Georges et à l'aéroport international. Le Département de l'immigration assure la couverture des autres ports;

e) Une liste de contrôle indiquant le nom de tous les terroristes connus et celui de leurs associés est diffusée dans tous les ports d'entrée et auprès de toutes les institutions financières de la Grenade;

f) Le Conseil de sécurité nationale, qui est composé du Ministre de la sécurité nationale, du Conseiller pour la sécurité nationale, du Préfet de police, du Contrôleur des douanes, du Commissaire aux prisons, du Procureur général, du Ministre des affaires juridiques et du Secrétaire général du Ministère de la sécurité nationale, se réunit régulièrement, en fonction des besoins.

**Alinéas c) et d) :**

En vertu de la loi sur l'immigration (chap. 145), c'est le Ministre de la sécurité nationale qui décide en dernier ressort d'autoriser l'entrée dans le pays ou d'expulser des personnes.

**Alinéa e) :**

Les peines infligées en vertu de l'article 230 du chapitre premier du Code pénal sont très diverses : amende ou peine privative de liberté, ou l'une et l'autre, voire peine de mort dans le cas d'une personne reconnue coupable de meurtre par une juridiction compétente.

D'après le Code pénal, les personnes doivent avoir été reconnues coupables de meurtre par un tribunal compétent de la Grenade pour être condamnées; la nature de la condamnation dépend de la peine prévue par la loi.

**Alinéa f) :**

La Grenade a signé des conventions d'extradition avec les États-Unis d'Amérique, la République de Chine et la Grande-Bretagne. De plus, lors de son accession à l'indépendance, elle a adhéré par succession à un certain nombre de traités en accomplissant un acte de souveraineté, y compris des traités d'extradition conclus entre la Grande-Bretagne et d'autres pays, traités par lesquels elle aurait été liée en tant que territoire dépendant de la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne la communication d'informations, il est possible d'échanger certaines informations dans le cadre du traité d'entraide judiciaire en matière pénale que la Grenade a conclu avec les États-Unis d'Amérique et en vertu des dispositions relatives à l'assistance mutuelle que le Parlement de la Grenade a promulguées pour les pays du Commonwealth.

**Alinéa g) :**

Des procédures de diligence raisonnable sont appliquées par les services de police et de répression dans la juridiction desquels la personne considérée a résidé et par les institutions financières avec lesquelles elle a effectué des opérations. Dans certains cas, un service de bonne réputation peut être sollicité dans ce contexte pour demander des renseignements sur l'intéressé.

Outre ce qui précède, les autorités de police locale sont tenues d'envoyer des demandes de renseignements à leurs interlocuteurs internationaux.

### **Paragraphe 3**

#### **Alinéas a) et b) :**

Avec son système juridique, la Grenade dispose d'un mécanisme institutionnel approprié pour traiter les questions liées à l'application de la résolution.

a) Les informations recueillies à l'intérieur du pays ou à l'étranger sur les mouvements de terroristes sont transmises aux attachés juridiques des États-Unis et du Canada, aux bureaux de liaison d'Interpol et du JOC, et à d'autres institutions régionales et internationales qui sont dotées des capacités opérationnelles nécessaires pour aider à faire face à la menace du terrorisme. Toutefois, la traçabilité des informations relatives à cette question pose un grave problème. Compte tenu de cette situation, on a besoin d'une assistance pour mettre en place un réseau privé virtuel. Il s'agit d'un réseau de communication sécurisée entre la Grenade et ces organismes extérieurs;

b) La loi relative aux armes à feu (chap. 105) du Recueil des lois de 1990 contient des dispositions sur le commerce, la fabrication, la réparation, la possession et l'usage des armes à feu;

c) La loi sur les explosifs (chap. 67) du Recueil des lois de 1990 contient des dispositions qui réglementent la vente et l'achat d'explosifs;

d) Les lois internes ne font pas expressément référence à la lutte contre les actes de terrorisme mais elles assurent une bonne coopération sur les plans administratif et judiciaire pour prévenir de tels actes. Plusieurs textes législatifs permettent de traiter les questions liées au terrorisme : le Code pénal, l'Injonction Mareva, la loi relative à l'immigration et la loi relative au blanchiment d'argent. Toutes ces dispositions contribuent à la répression des actes de terrorisme, quels qu'ils soient.

#### **Alinéa c) :**

La Grenade a conclu avec les États-Unis d'Amérique des accords bilatéraux portant sur l'extradition et l'entraide judiciaire en matière pénale. Ces instruments peuvent être utiles dans le contexte de l'application du paragraphe 3 de la résolution.

Le Traité établissant un système de sécurité régionale, auquel la Grenade est partie, porte sur les questions relatives aux arrangements et accords bilatéraux et multilatéraux visant à prévenir et à réprimer les attentats terroristes et à punir leurs auteurs. Le SSU, le CID, les gardes-côtes et la brigade des stupéfiants organisent régulièrement des exercices de formation communs.

#### **Alinéas e) et g) :**

Les crimes énumérés dans les conventions internationales pertinentes ont été inclus dans les traités bilatéraux conclus entre la Grenade et la Grande-Bretagne et entre la Grenade et les États-Unis d'Amérique.

#### **Alinéas f) et g) :**

La législation mentionnée plus haut et les rouages administratifs mis en place au sein des ministères compétents constituent des instruments adéquats pour assurer l'application des paragraphes pertinents de la résolution.

Les motivations politiques ne peuvent pas être invoquées pour justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés.

#### **Paragraphe 4**

La Grenade a répondu aux préoccupations exprimées au paragraphe 4 de la résolution. Par ailleurs, les lois pénales, la police, le FIU et le Système de sécurité régionale forment un dispositif efficace. Lorsqu'elle sera promulguée, la nouvelle loi relative au produit des activités criminelles viendra renforcer ce dispositif.

---